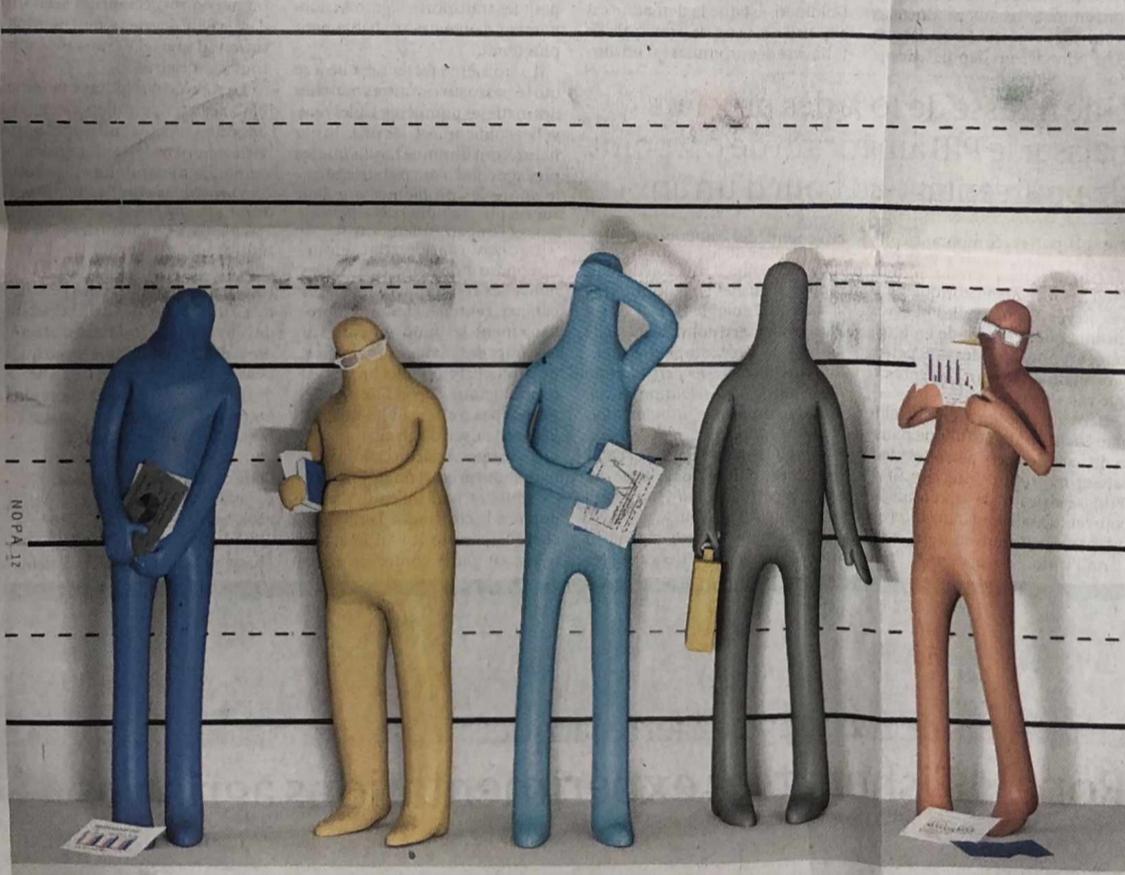


Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Dogmatisme, conflits d'intérêts, la science économique suspectée

- La profession, mise en cause pour ses connivences avec la finance et les médias, cherche à élaborer de nouvelles règles déontologiques
- L'incapacité à dépasser la théorie dominante de l'efficacité des marchés incite certains économistes à prôner un plus grand pluralisme



Une fois n'est pas coutume, c'est la reine d'Angleterre qui a lancé le sujet : « Pour quoi personne n'avait-il prévu [cette] crise ? », a-t-elle demandé au gratin des économistes britanniques.

Dossier

ques réunis à la London School of Economics, à l'automne 2008. Une des réponses possibles à cette question fait, depuis quelques semaines, l'objet d'une féroce polémique en France. Un documentaire sorti

en janvier, *Les Nouveaux Chiens de garde*, une enquête du *Monde diplomatique* en mars, un livre, *Les Imposteurs de l'économie*, du journaliste Laurent Mauduit la semaine dernière, reprennent la même thèse : les économistes et les médias sont stipendiés par l'industrie financière, et ne peuvent donc en dénoncer les errements.

La réaction, au-delà des interviews des économistes nommément mis en cause (*Slate*, *Le Nouvel Observateur*), n'a pas tardé. À l'instar de l'American Economic Association (AEA) qui, à la suite du docu-

mentaire *Inside Job*, a édité le 5 janvier une charte déontologique demandant à ses membres de rendre publics d'éventuels conflits d'intérêts, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'un des principaux centres de recherche français, a publié le 28 mars une charte calquée sur celle de l'AEA. Le bureau de l'Association française de sciences économiques (AFSE), représentant la communauté des enseignants et chercheurs, a annoncé le 29 mars la création d'un « groupe de travail chargé de recenser les dispositifs d'enca-

drement des pratiques des économistes (...) et de proposer des recommandations de « bonne conduite », et avoir pris contact avec l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF). Celle-ci réunit son bureau le 4 avril pour « envisager une consultation et une action commune avec les principales associations universitaires d'économistes pouvant déboucher sur des règles déontologiques et un code de conduite », selon son président Serge Marti.

Antoine Reverchon
►►► Lire la suite page 4

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



Conflit avec l'Iran, stocks insuffisants, demande forte : le choc pétrolier n'est pas loin

Entreprise p. 3

« La firme géante, stade ultime du marché », par P.-Y. Gomez

Stratégie p. 6

Acome, fabricant de câbles et plus grande SCOP de France

Jean Pisani-Ferry



L'Europe mérite mieux que des postures

En France, traditionnellement, on ne parle guère d'Europe pendant une campagne présidentielle. Le sujet, certes, fait controverse, comme l'ont montré les référendums de 1992 et de 2005. Mais les clivages qu'il suscite ne recourent pas la césure droite-gauche autour de laquelle le combat électoral finit toujours par se structurer. Plutôt que de prendre le risque de diviser leur camp, les candidats choisissent donc usuellement d'éviter le sujet, quitte à ce que celui-ci s'invite un peu plus tard dans le débat national, souvent sur le mode disruptif.

Cette fois, cependant, la question européenne est économiquement et politiquement déterminante. Même si les derniers mois ont été marqués par une accalmie, la crise qui faisait rage à la fin 2011 n'est pas résolue. La réduction de la dette grecque a provisoirement écarté une source de tension, la Banque centrale européenne (BCE) a réussi à faire tomber la fièvre en administrant une dose massive de calmants, et les Etats ont fini par se mettre d'accord sur la taille de leur pare-feu, mais les problèmes de fond demeurent : l'interdépendance entre banques et Etats reste une source permanente de fragilité, les banques centrales continuent de pallier le tarissement des flux de capitaux privés au sein de la zone, et la compétitivité relative des pays du Sud vis-à-vis de ceux du Nord de l'Union n'a pas même commencé à se redresser.

Le cadre de politique économique européen s'est en outre considérablement durci au cours des derniers mois, dès avant la signature du nouveau traité budgétaire : la législation européenne fixe des objectifs plus stricts, organise une surveillance plus étroite, et elle s'est étendue aux déficits extérieurs qui avaient été jusqu'ici négligés.

Il aurait été très grave pour la démocratie qu'un enjeu de cette taille soit laissé à l'écart, d'autant que la France est elle-même en situation délicate au sein d'une Europe où le clivage n'est plus entre Ouest et Est, mais entre un Nord prospère et un Sud en proie aux difficultés. Heureusement, les principaux candidats ont chacun trouvé leur angle pour se saisir de la question européenne. François Hollande a marqué sa volonté de s'affranchir de l'orthodoxie en parlant de renégociation du traité budgétaire, il s'est donné la croissance pour étendard, et il tente de combiner en un équilibre subtil responsabilité en matière de finances publiques et combat contre l'austérité. Nicolas Sarkozy assume quant à lui les contraintes qu'implique le nouveau traité budgétaire, il affirme sans ambages la nécessité de restaurer la compétitivité de l'économie française, et il a choisi, pour signifier – lui aussi – sa différence avec le consensus bruxellois, de défier l'UE sur les migrations et de marquer son opposition à l'ouverture sans réciprocité des marchés publics.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Banque, assurance Page 9
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 10
Consultez notre site : www.lemonde.fr

DEVENEZ INCOLLABLE SUR L'ACTUALITÉ



Avril 2012
2,95 €

Dossiers & Documents pour mettre en perspective l'actualité
www.lemonde.fr/dossdoc et comprendre le monde qui nous entoure

L'Europe mérite mieux que des postures

►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Rhétoriquement, l'un et l'autre ont réussi leur opération : on ne peut les accuser ni de conformisme ni d'évitement. Ils donnent des gages aux eurosceptiques de leur camp et laissent entrevoir des initiatives ambitieuses à l'autre moitié de leur électorat.

On peut créditer l'un (Hollande) de s'être saisi d'un thème important, la croissance, sur lequel il pourra trouver des alliés en Europe – même s'il est douteux qu'il en trouve beaucoup sur la renégociation elle-même. On peut créditer l'autre (Sarkozy) de ne pas se voiler les yeux sur les enjeux de compétitivité – même s'il se dédit en partie en flirtant avec la thématique protectionniste. L'un et l'autre disent avoir compris que le temps des larges budgets était révolu.

Le problème est que ces postures ne permettront pas de trancher le dilemme qui se pose. La France, qui a porté depuis l'origine l'idée de l'euro et a, il y a vingt ans, vaincu les réticences allemandes, hésite aujourd'hui à aller au bout du projet. Alors que la crise révèle les insuffisances et les fragilités de la monnaie européenne, il faut soit décider de construire une union de l'euro plus intégrée autour d'une gestion commune du secteur bancaire, d'une mutualisation partielle des dettes publiques et de ce qu'il faut d'intégration politique pour donner légitimité démocratique à la surveillance budgétaire et bancaire ; soit, pour des raisons politiques, s'en tenir à la zone euro telle qu'elle est, quitte à prendre le risque qu'elle ne survive pas aux assauts des marchés. L'une et l'autre option sont possibles, mais il va falloir trancher au lendemain du 6 mai. Il est à craindre que le prochain locataire de l'Élysée doive opérer ce choix sans que l'élection ait donné aux citoyens l'occasion d'exprimer leurs préférences. ■

Jean Pisani-Ferry, économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débats sur les politiques économiques en Europe
chronique@pisani-ferry.net



L'éclairage La menace iranienne, la faiblesse des stocks disponibles de pétrole et l'appétit des pays émergents fragilisent l'économie mondiale

Risques de chocs pétroliers

Par Martin Wolf

Les prix du pétrole sont à la hausse. C'est la faute de Barack Obama. La solution est de forer aux Etats-Unis. Tel est le mantra des adversaires du président. C'est généralement aux présidents que l'on reproche le prix élevé du pétrole. Or, avec un carburant à près de 4 dollars (3 euros) le gallon (3,78 litres), les républicains ont beau jeu d'accabler M. Obama. Mais c'est absurde.

A la différence du gaz naturel, le pétrole est une matière première qui fait l'objet d'échanges internationaux et dont les prix sont fixés sur les marchés mondiaux. En 2010, les Etats-Unis ont produit 7,8 millions de barils par jour, soit 9 % de l'approvisionnement mondial. Contrairement à l'Arabie saoudite, les Etats-Unis ne disposent pas de capacités disponibles. Répondant à ces critiques, M. Obama a déclaré : « Nous forons plus. Nous produisons plus. Mais extraire plus de pétrole sur le territoire américain ne suffira pas à faire baisser les prix du jour au lendemain. »

Par ailleurs, s'il existe une cause spécifique à la hausse du prix du pétrole, elle est à chercher du côté du renforcement des sanctions contre l'Iran, que les républicains approuvent. Si, comme beaucoup le souhaitent, une action militaire est engagée contre Téhéran, l'impact sur les prix pétroliers et l'économie mondiale sera bien plus important.

Sur le long terme, une forte réduction de la demande américaine, qui représente toujours 20 % de la demande mondiale, pourrait avoir un effet appréciable sur les

prix. D'ailleurs, le relatif gaspillage auquel donne lieu la consommation de pétrole aux Etats-Unis par rapport à d'autres pays à haut revenu pourrait faciliter une telle réduction. La meilleure façon d'y parvenir serait d'augmenter les prix au travers d'une fiscalité plus lourde. Mais une telle politique est qualifiée d'antiaméricaine. Elle n'est valable que pour ces « poules mouillées » d'Européens.

Pourtant, au-delà de ces absurdités querelles, nous devons en effet nous inquiéter de l'impact économique d'un pétrole cher : une augmentation de 10 % du prix du pétrole signifie que 320 milliards de dollars (240 milliards d'euros) passent chaque année des gros consommateurs aux producteurs moins despensiers. La hausse de 15 %, enregistrée depuis décem-

bre 2011, portera ce montant à près de 375 milliards d'euros. Et le prix réel du pétrole a atteint aujourd'hui des niveaux historiquement très élevés. De nouvelles hausses entraîneraient le monde en territoire inconnu. Bref, des prix pétroliers à la hausse sont dangereux. Que va-t-il se passer ?

Une hausse de 10 % des prix fait baisser le PIB américain de 0,2 point de pourcentage au bout d'un an

Dans une note récente, Goldman Sachs souligne qu'une hausse de 10 % des prix pétroliers fait baisser le produit intérieur brut (PIB) américain de 0,2 point de pourcentage au bout d'un an, et de 0,4 point au bout de deux ans. Dans l'Union européenne, l'im-

pression des sanctions contre l'Iran pourrait avoir un impact plus important. Dans son dernier rapport mensuel, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), basée à Paris, nuance ce point de vue. Elle admet qu'il n'existe peut-être pas aujourd'hui de réelle perturbation physique de la distribution décollant du « problème » iranien. Mais les interruptions actuelles de livraisons non issues de pays de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) totalisent environ 750 000 barils par jour.

Le deuxième facteur dépend du volume – modeste – des capacités

disponibles. Les stocks sur les marchés pétroliers des pays à haut revenu sont faibles. La production saoudienne a atteint son plus haut niveau depuis trente ans, ce qui indique des capacités disponibles limitées. De plus, la croissance de l'approvisionnement mondial en pétrole reste lente, à un peu moins d'1 % par an au cours de la dernière décennie. Les capacités sont donc structurellement faibles. Ce qui explique le niveau et la volatilité des prix depuis une dizaine d'années. Avec une croissance économique mondiale potentielle de 4 % par an, un approvisionnement en pétrole n'augmentant que de 1 % et l'absence d'alternative facile au pétrole en tant que carburant pour les transports, l'approvisionnement deviendra probablement plus tendu.

Le troisième facteur est lié à ce qui se passe sur les autres marchés des matières premières. Là, les nouvelles sont bonnes : les prix du gaz naturel ont diminué tandis que les prix agricoles n'ont pas suscité cette année les problèmes que l'on aurait pu craindre. Cela devrait limiter l'impact inflationniste.

Dernière considération enfin : la réponse monétaire. Là aussi les nouvelles restent favorables. Les banques centrales ignoreront probablement les mouvements sur les cours des matières premières, notamment ceux dont l'impact est contradictoire, à condition qu'ils n'aient pas d'effet sur les salaires. Elles ont raison d'agir ainsi.

En somme, conclut Goldman, la hausse des prix est un simple coup de frein, et non un coup d'arrêt donné à la croissance. Fatih Birol, chef économiste de l'AIE, met toutefois en garde contre un excès

d'autosatisfaction. Il rappelle que les importations nettes de pétrole par l'Union européenne coûteront 2,8 % du PIB aux prix actuels, contre en moyenne 1,7 % entre 2000 et 2010.

Par ailleurs, dans ce marché pétrolier tendu, de futures hausses de prix sont parfaitement possibles au vu de l'instabilité politique affectant les régions pétrolifères. De plus, le monde va rester coincé dans cette zone dangereuse en raison de l'explosion de la demande en pétrole de la part des pays émergents à forte croissance. L'AIE indique que les ventes chinoises de véhicules utilitaires légers privés vont atteindre 50 millions d'unités par an en 2035, et cela même en respectant un scénario d'efficacité énergétique. Les implications d'une telle croissance sont tout à fait claires.

Le monde demeurera vulnérable à des prix pétroliers élevés et à des chocs répétés tant que l'approvisionnement restera stagnant, la demande dynamique et les troubles probables – bref, tant que perdurera la situation actuelle. Aux Etats-Unis, la meilleure façon de réduire la vulnérabilité à ces chocs serait de restreindre le recours au pétrole dans l'économie. Une hausse des prix serait un des éléments permettant d'atteindre cet objectif. Mais pourquoi laisser tous les bénéfices aller à des étrangers ? Il serait bien plus logique d'en garder une partie en taxant les importations. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». ©FT (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Crises et changements de société
Pierre Bezbakh
L'Harmattan,
300 pages, 31 euros

Le livre Au fil de l'Histoire

De même que dans nos sociétés pressées, la lenteur est, paraît-il, une valeur émergente, l'intérêt pour la « longue durée » pourrait bien redevenir une nécessité, au détriment d'un « court-termisme » ravageur, qui nous plonge sans cesse le nez dans le guidon, avec parfois notre lâche consentement. C'est ce que l'on se dit, en ouvrant le dernier essai de Pierre Bezbakh, maître de conférences à l'université Paris-Dauphine et chroniqueur au « Monde Economie ». Un livre qui s'écarte, avec bonheurs, du cabotage académique et se lit comme un roman au long cours.

On n'y trouvera pas de thèse révolutionnaire ; mais plutôt une méditation sur l'histoire, et ses « fils d'or invisibles », comme disait l'historien Fernand Braudel (1902-1985). Pierre Bezbakh nous convie à une traversée qui va de l'expansionnisme romain des premiers siècles à la mondialisation d'aujourd'hui, en passant par le développement d'un capitalisme féodal-marchand, et l'essor de la société industrielle.

Avec une question en filigrane : y a-t-il des points communs entre

l'ordre romain, l'ordre féodal et l'ordre capitaliste qui achève actuellement sa conquête du monde ? Pour Pierre Bezbakh, qui fait le parallèle entre le déclin de l'Empire romain et celui – relatif – de l'Europe, « la question est de savoir si l'arrivée de nouveaux venus se fera au détriment des pays du Nord, ou si ces derniers réussiront à puiser dans leur patrimoine culturel et technique, accumulé au cours de leur longue histoire, les forces leur permettant de connaître un nouvel élan ».

Quant à l'avenir du capitalisme, deux scénarios sont possibles. Le triomphe d'un capitalisme sauvage, dont le film *Les Sept Mercenaires* offre l'image, affirme l'auteur. Ou bien l'avènement à l'échelle mondiale d'une société « solidariste », terme forgé, entre autres, par l'homme politique Léon Bourgeois (1851-1925), et dont se rapproche le « care » anglo-saxon. Cette deuxième voie n'est pas seulement un pari sur « l'instinct de survie » de l'humanité ; sa crédibilité repose sur l'observation de « l'histoire longue », écrit Pierre Bezbakh, optimiste, mais sans angélisme. ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Ronald Fisher et les expérimentations agricoles

Au début du XX^e siècle, la science statistique a fait un bond considérable grâce au Britannique Ronald Fisher (1890-1962), prodige mathématique, statisticien et généticien, connu pour la qualité de ses intuitions et sa propension à se dispenser de longues démonstrations que d'autres mathématiciens s'emploieront à mettre en forme.

Fermier, professeur et chercheur, il révolutionne la statistique en matière d'expérimentation agricole. Il laisse dans son livre *The Design of Experiments* (1935) une contribution majeure, et introduit dès les années 1920 la technique de « l'assignation aléatoire des traitements des parcelles cultivables » pour éviter tout biais dans l'estimation des effets de telle ou telle innovation agricole : si on tire au sort les parcelles traitées, la différence observée entre parcelles traitées et non traitées ne peut venir de leurs caractéristiques spécifiques, mais bien du traitement.

Le terme anglais, *randomized controlled treatment* (RCT), est parfois traduit en français par le barbarisme de « randomisation ». C'est dans le domaine médical que

cette technique a pris son essor pour devenir la « Rolls » des techniques statistiques d'estimation, dès la fin des années 1930, grâce à Austin Bradford Hill, qui l'applique à l'étude du traitement de la tuberculose par la streptomycine.

« Randomisation » Dans les années 2000, l'économiste Esther Dufo, professeur au MIT, en a étendu l'usage à l'évaluation de projets de développement. Cette démarche, qui consiste à tirer au sort les bénéficiaires au sein d'une population représentative, fournit une méthode rigoureuse pour évaluer et attribuer les impacts de nombreuses interventions. Elle confirme la nature empirique du débat, non seulement sur l'efficacité de l'aide, mais aussi sur les trajectoires de développement.

On est loin de l'illusion, encore entretenue par le fameux « consensus de Washington », concernant l'existence d'une et une seule bonne façon de se développer.

Pour autant, comme l'a montré un colloque international organisé le 27 mars à Bercy par le Réseau européen de recherche sur le développement et l'Agence française

de développement (AFD), ces méthodes d'évaluation par « randomisation » ne permettent pas de déterminer avec certitude ce qui marche ou ne marche pas en matière de développement. Car les résultats scientifiquement obtenus restent localisés dans le temps et dans l'espace et ne sont pas plus légitimement généralisables que ceux d'autres méthodes d'évaluation, comme le signalait déjà en 2008 Dani Rodrik, professeur à Harvard. Dès lors, la supériorité de la « randomisation » pour guider les politiques publiques n'apparaît pas clairement. Tout au plus peut-on considérer que la connaissance scientifiquement rigoureuse qu'el-

Rectificatif

Henri Weber, député européen (PSE), nous précise que, contrairement à ce qui est mentionné dans notre dossier du 27 mars, « ce n'est pas en décembre 2011 que le PS et le PSE ont adopté la ligne du « Juste échange » en matière d'organisation du commerce international », mais au printemps 2010 pour le PS et le 2 décembre 2010 pour le PSE, lors de son congrès de Varsovie.

le génère, même partielle et imparfaite, est susceptible de mieux informer les décideurs publics et les donateurs, et d'améliorer la qualité de leurs décisions. C'est une raison suffisante pour en poursuivre la diffusion. ■

Pierre Jacquet, de l'Agence française de développement.

Le Monde
Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
TÉL : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F
Édité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directeur,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directeur :
Erik Izraelowicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France